

Contexte

L'accès à une identité légale est une condition essentielle pour exercer ses droits fondamentaux et accéder aux services essentiels, surtout dans les contextes fragiles. Sans cela, voter, aller à l'école, passer des examens, se soigner, voyager, ouvrir un compte bancaire ou bénéficier de crédits relève pratiquement de l'impossible. Améliorer les services d'état civil est donc un acte politique inclusif : l'État reconnaît chaque individu comme porteur de droits, tout en affirmant les responsabilités de l'État envers sa population.

Près de 850 millions de personnes dans le monde, dont bon nombre de femmes et d'enfants, vivent sans identité légale, faute de documents d'état civil (actes de naissance, décès...) - Groupe de la Banque Mondiale, 2021.

La digitalisation de l'état civil améliore l'efficacité et l'accessibilité des communes et mairies, en remplaçant ou complétant les registres papier par des bases de données numériques. Elle permet également la délivrance de documents à partir de n'importe quel service d'état civil, y compris à l'étranger via les consulats - un aspect crucial lors de déplacements importants de population. De telles réformes engendrent également des bénéfices majeurs pour la gouvernance démocratique et la stabilité : sauvegarde et protection des données, politiques publiques alimentées par des données fiables et à jour, transparence des services publics... Elles favorisent également des investissements stables et sûrs.



© Enabel - Kristof Vadino

Nos priorités

Enabel propose une approche fondée sur la co-construction et l'ancrage local :

Digitalisation du système d'état civil

La numérisation n'est pas une finalité en soi, mais représente une opportunité stratégique pour renforcer les systèmes d'état civil dans leur ensemble : adapter le cadre légal, simplifier les procédures, garantir la sécurité des données et renforcer les compétences du personnel responsable, et améliorer l'accès pour les populations. Dans le cadre de la stratégie Global Gateway, la digitalisation de l'état civil, notamment le long des corridors stratégiques en Afrique, contribue à lutter contre la corruption en limitant les fraudes à l'identité, tout en permettant à chacun-e de participer pleinement à la vie économique - accéder aux banques, obtenir un crédit ou créer une entreprise - pour soutenir une croissance économique inclusive.

Valorisation de l'expertise publique belge

Depuis 2019, la Belgique est l'un des rares pays européens à avoir entièrement digitalisé son système d'état civil, éliminant les actes papier et dissociant lieux de déclaration et de délivrance des documents. Un modèle innovant dont s'inspire Enabel pour soutenir les réformes dans les pays partenaires tout en les adaptant aux réalités locales. Nous mobilisons pour ce faire une expertise belge de pointe, à la fois publique et privée.

Notre approche reste toujours axée sur la demande et fondée sur la co-construction

Nous soutenons les systèmes digitaux des partenaires qui souhaitent s'inspirer de l'expérience belge, tout en concevant les solutions directement avec les utilisateur-ices finaux-ales - communes, tribunaux - afin de les adapter aux réalités locales et d'assurer leur appropriation.

Tout comme la Belgique a séparé son système d'état civil de son registre de population, Enabel apporte un appui à la modernisation de l'état civil sans intervenir dans des initiatives d'identification (notamment biométrique) de population, afin de préserver les droits fondamentaux et libertés individuelles, et prévenir les utilisations y portant préjudice.

Nos services

- Appui à la gouvernance des services décentralisés de l'état civil ;
- Sécurisation des anciens registres d'état civil ;
- Renforcement des capacités des agent-es de l'état civil
- Digitalisation de l'état civil et interconnexion entre la base de données d'état civil et les services de santé, les tribunaux et consulats ;
- Appui en infrastructures, connectivité et matériel informatique ;
- Sensibilisation des populations.

Notre expérience

Amélioration du système d'état civil guinéen

Depuis 2021, Enabel soutient la digitalisation de l'état civil en Guinée à travers le projet européen PARECIGUI. Lancé dans 10 communes pilotes, le projet couvre désormais 28 communes, 6 tribunaux, et 5 consulats (Paris, Bruxelles, Madrid, Dakar, Abidjan). Le projet a permis le développement d'une solution numérique complète, comprenant une base de données centrale, des modules pour digitaliser les actes existants, enregistrer les nouveaux actes, intégrer les jugements supplétifs des tribunaux et assurer la connexion avec les consulats. Depuis 2021, quelque 500.000 actes d'état civil ont été migrés dans la base centrale et deux lois structurantes ont été adoptées pour intégrer les exigences de la digitalisation.

Appui au fonctionnement de l'état civil au Mali

Entre 2011 et 2016, Enabel a soutenu la Direction Nationale de l'État Civil du Mali et les acteurs locaux pour améliorer l'efficacité des services d'état civil. De 2018 à 2023, dans le cadre du programme PAECISIS financé par l'Union européenne, Enabel a renforcé la réforme de l'état civil en améliorant la coordination centrale, l'accessibilité des services d'état civil et la sensibilisation des populations.

L'expertise d'Enabel

Le code QR donne accès à l'offre complète de notre expertise : Santé mondiale - Protection sociale - Éducation et formation - Développement économique et d'entreprises - Systèmes alimentaires - Gestion des ressources naturelles, Biodiversité - Gouvernance climatique - Transition énergétique - Eau - Construction écologique - Développement urbain - Mobilité humaine - Sécurité - Justice - Gouvernance financière et administrative.

enabel.be - open.enabel.be

